

Cauchemardesque « *black micmac* » au Burundi

# Les Hutu et les Tutsi ne savent même pas pourquoi ils s'entr'exterminent

Demain, si les fous sanguinaires qui attisent les faux conflits ethniques ne sont pas muselés, on ira vers un génocide à la cambodgienne. Comment guérir cette paranoïa ?

Il s'appelait Munyamuranga. C'était un modeste agriculteur de Ntega, bourgade perdue au milieu de collines et de vallées fertiles, à l'extrême nord du Burundi. Munyamuranga, septuagénaire et Tutsi, ne se préoccupait pas de la prétendue « rivalité séculaire des Hutu et des Tutsi ». Il se contentait de cultiver des haricots, de boire de la bière de banane et de discuter avec ses voisins. L'un de ces derniers lui causa donc une affreuse et ultime surprise, le 12 août dernier, en l'éventrant sans crier gare d'un coup de hache.

La famille découvrit le corps et soupçonna un règlement de comptes personnel sans doute difficile à éclaircir. Un communiqué lu à la radio nationale appela les parents éloignés à venir s'associer au deuil. Fils, filles, gendres, brus et petits-enfants se retrouvèrent le 15 août à Ntega. Pour y mourir tous, jusqu'aux bébés, dépecés à coups de lance et de machette, Tutsi livrés à la soudaine furie de paysans hutu.

Au Burundi, depuis les épouvantables tueries de 1972, chacun se persuadait que l'*ikiza* (le fléau) était conjuré. Sous la présidence de Jean-Baptiste Bagaza, évincé du pouvoir en septembre 1987, le pays avait fait d'énormes progrès. La réconciliation nationale était une priorité proclamée, le revenu et le bien-être des masses rurales ne cessaient de s'améliorer. Et même le récent coup d'Etat du major Pierre Buyoya semblait s'inscrire dans le processus de décrispation, avec la libération de tous les prisonniers politiques, la fin des liens privilégiés avec la Libye et la main tendue à l'Eglise. Mais les plus lucides s'attendaient à quelque chose durant l'été.

Les réfugiés hutu au Rwanda et en Belgique ne cessent en effet de dénoncer une « *réconciliation bidon* » qui laisse aux Tutsi – 15% environ de la population – plus de 90% des postes dans l'armée, 95% dans la magistrature, 94% des fonctions de cadre du parti unique, 14 ministères sur 19, et la totalité des 31 sièges du Comité

militaire de salut national. Des tracts du Parti pour la libération du peuple hutu (le Palipehutu) avaient été distribués en juillet dernier dans plusieurs communes de la frontière nord; visiblement introduits par des Hutu réfugiés depuis 1972 au Rwanda, ils appelaient à la révolte.

Devant l'agitation des esprits, le gouvernement décida de sévir. Le 5 août, les militaires arrivaient dans les communes de

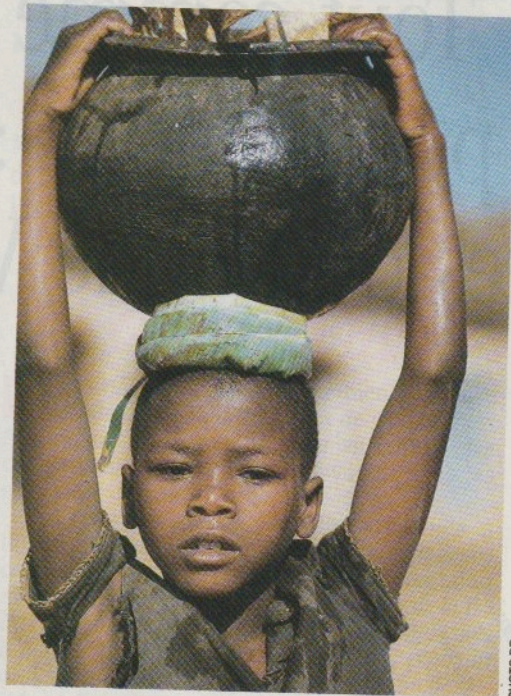


PHOTO DR

Ntega et de Marangara et procédaient à l'arrestation d'intellectuels et de commerçants aisés hutu. Colère ou panique de la population: allait-on, comme à l'époque du « fléau », conduire les gens sans autre forme de procès à l'abattoir? Des groupes tentent de s'opposer au départ des soldats et de leurs captifs. Palabres. Menaces verbales contre des Tutsi du voisinage, qui prennent peur à leur tour. Libération des Hutu interpellés. Arrivée de renforts. Nouvelles arrestations. Et premiers meurtres isolés, notamment celui de Munyamuranga. Le soir du

dimanche 14 août, c'est l'explosion.

A Marangara, un riche commerçant tutsi Reverien Harushingoro, découvre en rentrant chez lui une masse de gens attroupés devant sa maison. Des pierres volent. Le commerçant, titulaire d'un port d'armes comme de nombreux fonctionnaires et notables tutsi, sort son revolver et tire dans la foule. Lorsqu'il se réfugie chez lui, c'est un déluge de pierres qui fracasse les fenêtres avant que les assiégeants défoncent le toit de tôle et lapident le tireur.

C'est alors que la rage meurtrière gagne de colline en colline. Un peu partout, des hommes tutsi sont arrachés à leurs cases et abattus. Puis la folie monte d'un cran. On revient exterminer les femmes et les enfants, en commençant par la famille de Harushingoro et par celles des administrateurs tutsi, dont la foule avait en vain demandé le remplacement par des Hutu. Journées de carnages et de pillages. Une cinquantaine de Tutsi trouvent refuge dans l'église de Ntega. « *Quand nous sommes sortis, après deux jours, un groupe de deux cents personnes environ est arrivé avec des lances et des machettes et s'est jeté sur nous, raconte Virginie Nionizeys, 20 ans, élève institutrice. Nous ne sommes que deux rescapées; nous étions cachées par les corps qui tombaient.* »

Mardi soir, enfin, arrivent les éléments de choc de l'armée burundaise: 1 500 bérets verts appuyés par des blindés et des hélicoptères. Une troupe à 99% tutsi, qui croit se heurter à des guérilleros et ne trouve que des arbres coupés et des ponts rompus. Qui s'étonnerait que son recrutement et sa mission de « pacification » en fassent, comme en 1972, un instrument d'extermination? Les témoignages abondent sur les atrocités commises par l'armée à Ntega et à Marangara à partir du 17 août.

Dans cette zone qui couvre environ 400 km<sup>2</sup> et abritait 100 000 personnes, tout ce qui bouge est une cible. Une femme, laissée pour morte, raconte avoir vu les soldats faire s'allonger ses neuf enfants



**En une semaine,  
45 000 Hutu franchissent  
la rivière  
pour se réfugier au Rwanda.**

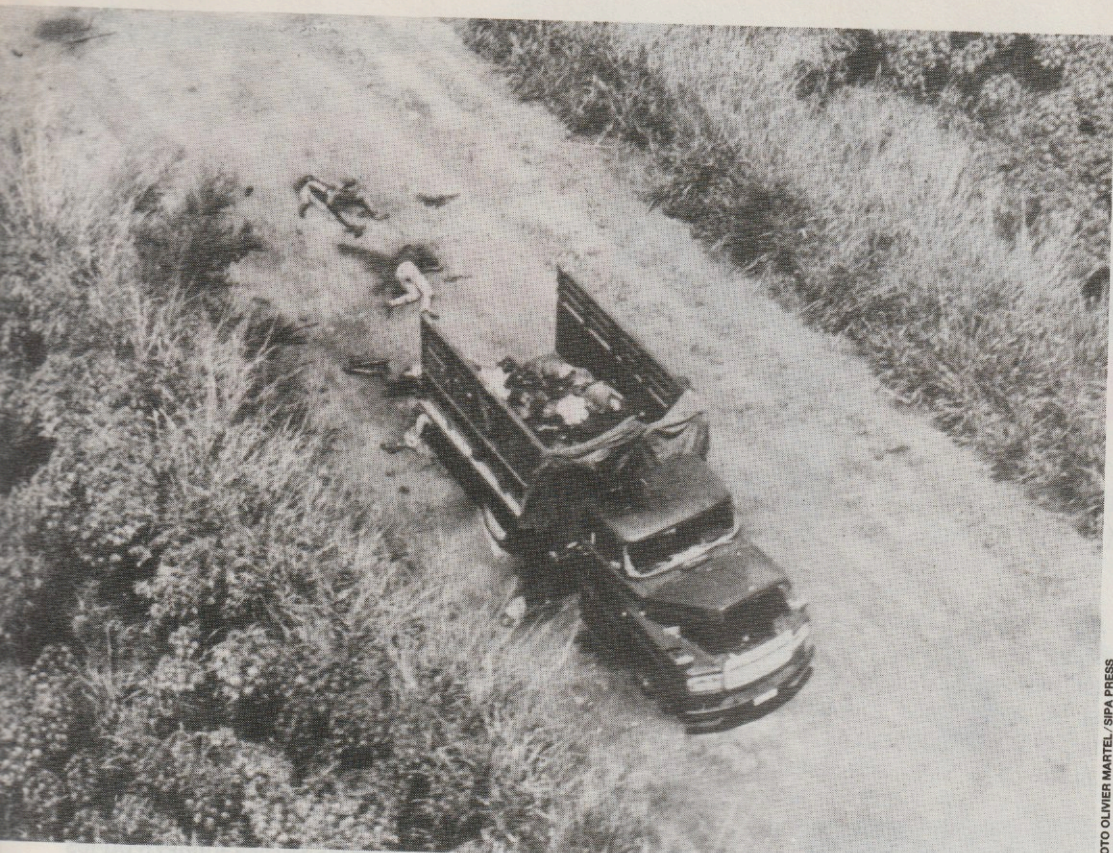
âgés de 1 à 15 ans avant de les transpercer à coups de baïonnette. Un paysan rapporte que sa famille a été enfermée dans une case à laquelle les militaires ont mis le feu. Partout ce ne sont que meurtres, pillages et incendies. Depuis les hélicoptères transformés en bombardiers, d'autres militaires ont jeté des grenades sur les villages où les ethnies ont toujours été mêlées. En une semaine, 45 000 Hutu franchissent la rivière Akanyaru, qui marque la frontière, pour se réfugier au Rwanda. La panique est telle qu'un certain nombre de Tutsi réchappés du massacre précédent les accompagnent !

Il faut en toute hâte improviser les camps d'accueil, fournir des vêtements à tous ceux qui ont fui dans le plus grand dénuement et opérer une centaine de personnes, surtout des femmes et des enfants grièvement blessés par des balles, des coups de poignard ou des éclats de grenades. « *On ne peut pas parler de guerre civile, car les armes ne sont que d'un côté. C'est devenu un massacre perpétré par l'armée burundaise* », observe Codé Cissé, représentant au Rwanda du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Dans une région presque vidée de sa population, le compte est malheureusement vite fait du nombre de ceux qui n'ont pu échapper aux « révolutionnaires » hutu ni à la « pacification » exterminatrice de la soldatesque tutsi : plusieurs dizaines de milliers de personnes ont péri.

La similitude de ces événements avec l'*ikiza* de 1972 est frappante. Comme en 1972, le gouvernement burundais a agité le spectre de groupes d'hommes « *drogués au chanvre indien* », « *infiltrés dans le pays* », « *brandissant des listes des Tutsi à tuer* », ce qui ne semble pas correspondre au caractère relativement spontané – et par là même beaucoup plus lourd d'incertitudes pour l'avenir – du soulèvement hutu. Comme en 1972, de nombreuses questions restent posées : pourquoi les autorités de ►

PHOTO AP



1972: des Tutsi massacrés par les rebelles hutu dans la région de Rumonge.

► Bujumbura ont-elles affirmé que l'ordre était rétabli, alors que la répression commençait à peine, pourquoi ont-elles retardé l'arrivée d'observateurs étrangers, notamment des journalistes, au moment où le Rwanda leur ouvrait complaisamment l'accès aux camps de réfugiés? Surtout, quelles consignes avaient-elles été données à l'armée, qui, comme en 1972, s'est comportée en simple machine d'extermination contre la population hutu?

Déjà, en 1972, la tentative de renversement du régime du président Micombero,

affaibli par les rivalités régionalistes entre Tutsi, avait pris de court le gouvernement burundais. Des groupes de rebelles hutu, débarquant pour une bonne part du Zaïre à travers le lac Tanganyika, avaient prévu d'investir à la fois toute la région côtière, les services publics de la capitale et les camps militaires de province. Le mot d'ordre était déjà de tuer tous les Tutsi. L'opération, mal organisée, avait échoué, déclenchant après deux journées d'incertitude une effrayante répression. L'armée pacifiait par le vide toute la riche plaine côtière entre Bujum-

bura et la frontière tanzanienne tandis que partout dans le pays, les notables hutu étaient arrêtés et sommairement liquidés. D'abord les ministres et les officiers, puis les fonctionnaires de rang supérieur, enfin la quasi-totalité des fonctionnaires subalternes, des commerçants, des étudiants, des paysans aisés hutu, ainsi que quatorze prêtres catholiques et la plus grande partie du clergé protestant autochtone.

A cette époque, toute dénonciation d'un Hutu, pour quelque motif que ce soit, valait pour celui-ci arrêt de mort. En fin de compte intervint la liquidation des 700 soldats hutu qui avaient efficacement participé à ce début de génocide aux côtés de leurs frères d'armes tutsi. Au total, entre 100 000 et 150 000 Hutu ont été exterminés en l'espace de deux mois, les rebelles ayant, de leur côté, eu le temps de massacrer environ 2 000 hommes tutsi. Des extrémistes tutsi avaient habilement improvisé ce début de génocide, confisquant tous les instruments de la coopération, véhicules légers tout-terrain, camions et bulldozers, indispensables pour causer un tel nombre de victimes en si peu de temps.

De massacre en massacre (les premiers ont eu lieu en 1965 puis 1969), une petite fraction de l'élite tutsi semble perfectionner son arsenal répressif. Elle est, il est vrai, puissamment aidée par les criminels appels à l'extermination lancés par des sous-intellectuels hutu expatriés, dont chaque échec conforte le jusqu'au-boutisme. Encore un effort, messieurs, le Cambodge n'est plus qu'à un jet de sang! André VANGEN

## L'anti-exemple rwandais

■ C'est en observant la société traditionnelle rwandaise, beaucoup plus rigide dans ses structures que celle du Burundi, et donc à leurs yeux plus «moderne», que les premiers colonisateurs allemands ont conclu qu'il fallait tout expliquer par l'opposition Hutu-Tutsi. Le malheur du Burundi vient de la perpétuation de ce mythe du modèle historique voisin et de l'association des deux royaumes dans l'ensemble «Ruanda-Urundi» jusqu'à l'indépendance.

Les massacres de Tutsi au Rwanda en 1959-1961, encouragés par la tutelle belge, et qui ont conduit à la suprématie des Hutu, hantent les Tutsi du Burundi et y nourrissent aussi l'espérance d'une poignée de Hutu. Près de trente ans plus tard, le Rwanda partage avec l'Afrique du Sud un système d'apartheid bien réglé. Une loi implicite mais sévèrement observée oblige à n'embaucher que 10% de Tutsi au maximum dans l'administration et les sociétés privées. Moyennant quoi une entreprise de neuf per-

sonnes ne peut salarier un Tutsi, celle qui a dix-huit employés peut en embaucher un, etc. La règle est douloureusement ressentie dans l'admission à l'enseignement secondaire, où un concours permet d'éliminer le «trop-plein» de Tutsi.

Au nom de ce curieux «équilibre ethnique», les cartes d'identité mentionnent l'appartenance tribale des Rwandais. Moyen commode en 1973 pour tuer de nombreux Tutsi afin de venger les Hutu du Burundi. Des milliers d'autres durent trouver refuge dans le pays voisin.

Ex-classe dirigeante devenue paria de la société rwandaise, la «race» des Tutsi, à qui est concédé un ministère-croupion, ne menace évidemment plus personne. Abolir l'apartheid au Rwanda, rétablir une véritable citoyenneté pour tous, serait à l'honneur de l'actuel président Habyarimana, et aussi un grand service à rendre au Burundi dont la paix civile se verrait indirectement consolidée. Elle en a besoin! A.V.

## Où est le Burundi?

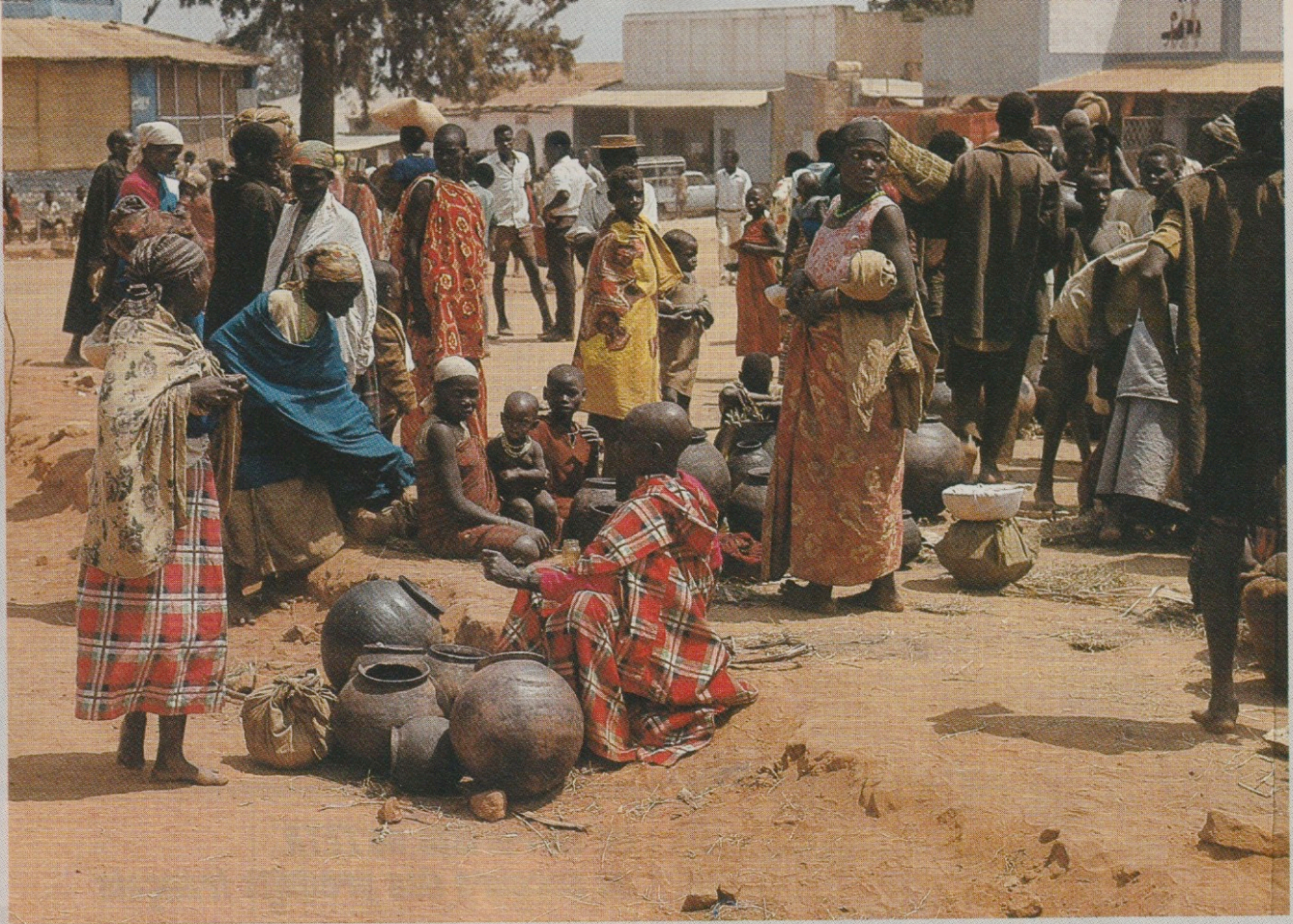
■ Situé en Afrique centrale, au cœur de la région des Grands Lacs, le Burundi est limité par le Rwanda au nord, le Zaïre à l'ouest, la Tanzanie au sud et à l'est. Avec 28 000 km<sup>2</sup> (la taille de la Belgique) et 5 millions d'habitants, c'est l'un des pays les plus peuplés d'Afrique, mais aussi l'un des plus pauvres du monde. Il occupe également la première place de pays le plus catholique du continent africain (plus de 50% de catholiques).

95% de la population est rurale, vivant en habitat dispersé sur les pentes de riantes collines. Le café représente 90% des exportations. n'y a pratiquement aucune ressource du sous-sol actuellement exploitable.

Francophone (mais 80% des habitants ne parlent que la langue nationale, le kirundi), c'est une ancienne colonie allemande, le Ruanda-Urundi, passée sous mandat belge de 1919 à 1962, date de son indépendance.

L'océan Indien est à 1 200 km et l'océan Atlantique à 2 000 km. L'enclavement constitue, avec la surpopulation, l'un des principaux obstacles au développement. Sans plus d'intérêt stratégique qu'économique, le Burundi semble vivre à l'écart du concert des nations. A.V.

PHOTO OLIVIER MARTEL / SIPA PRESS



## Les pseudo-« tribus » du Burundi

La presse occidentale dénonce mieux que jamais les « violences tribales », d'une caricature et très médiatique monstrosité, dont le Burundi se fait une sinistre spécialité. Méfions-nous pourtant du faux confort intellectuel que procurerait une dénonciation simpliste, donc sujette à tous les dévoiements. Car, si étonnant que cela puisse paraître, il n'y a pas, au sens habituel du terme, de « tribus » au Burundi.

Tous les habitants parlent la même langue, le kirundi, partagent la même culture, les mêmes valeurs. Leur appartenance supposée à deux vagues de peuplement, la première (?), hutu, de type « négroïde » (sic) et défricheuse, la seconde, (?) tutsi, de type « hamite » (re-sic) et pastorale, devrait se traduire par des morphologies radicalement différentes. Or, les vagues de peuplement se seraient, à l'évidence, beaucoup mariées entre elles : le Burundi ne manque pas de Hutu au nez fin et à la haute silhouette, ni de Tutsi « négroïdes ». Il est particulièrement hasardeux d'identifier l'appartenance « tribale » d'un Burundais à sa physionomie. Les exterminateurs tutsi qui s'y sont risqués en 1972 ont pris la responsabilité de plus de morts tutsi que les rebelles n'en avaient eux-mêmes causées.

Hutu et Tutsi sont-ils donc deux éléments décisifs de la mythologie politique? Même pas. Autour de la royauté sacrée du Burundi, la société était atomisée en dizaines de clans suspendus à une étiquette de cour d'une incroyable complexité, où les lignages tutsi n'étaient pas toujours les plus noblement traités, loin s'en faut.

Hutu ou Tutsi se retrouvaient pris en sandwich entre la caste royale des Baganwa, qui se proclamaient de souche différente, et celle des

*Une société divisée  
entre Hutu et Tutsi? Pures  
élucubrations d'ethnologues  
de pacotille.*

Pygmées, caste « impure » mais pourtant chargée de troubles missions par les princes.

Ce sont les ethnologues de bazar et les sociologues de salon qui, véhiculant au Burundi les idées de Gobineau, ont fini par persuader les élites acculturées que leur société se divisait entre Hutu et Tutsi. Ecoutez par exemple les élucubrations du Dr Sasserath, un médecin belge qui raconte les « races » du Burundi aux petits écoliers de 1948 (1).

*« Lorsque Son Altesse Royale le prince Charles visita le Ruanda-Urundi, il fut frappé par la taille des notables, de véritables géants, régnant sur un peuple de nègres quelconques, dont ils sont totalement différents, tant par le caractère ethnique que par la vie qu'ils mènent.*

*« On les appelle les Batutsis. En réalité, ce sont des Hamites, probablement d'origine sémitique ou, suivant certaines hypothèses, chamites, voire adamites. Ils représentent environ un dixième de la population et forment en réalité une race de seigneurs.*

*« Les Hamites ont 1,90 m de taille. Ils sont élancés. Ils possèdent le nez droit, le front haut, les lèvres minces. Les Hamites apparaissent distants, réservés, polis, fins. On devine en eux un fond de fourberie sous le couvert d'un certain raffinement. Les femmes, lorsqu'elles sont jeunes, sont réellement belles; elles ont d'ailleurs le*

*teint légèrement plus clair que celui des hommes.*

*« Le reste de la population est bantou. Ce sont les Bahutus, des nègres qui en possèdent toutes les caractéristiques: nez épaté, lèvres épaisses, front bas, crâne brachycéphale. Ils conservent un caractère d'enfant, à la fois timide et paresseux, et le plus souvent sont d'une saleté invétérée. C'est là la classe des serfs. La race des chefs exige d'eux de multiples corvées. Quelques îlots de Batwas, qui ne sont pas considérés par les autres comme des hommes, vivent à l'écart dans les forêts. Ils chassent et eux seuls parmi ces trois groupes d'individus mangent de la viande.*

Répété et copié à l'envi par les colonisateurs, ce message au relent typiquement nazi n'a pas échappé à quelques Hutu et Tutsi sans scrupules, décidés à tout dans la conquête ou la conservation du pouvoir. Les premiers ont voulu entraîner leur peuple à l'extermination des Tutsi pour monopoliser les profitables fauteuils de la bourgeoisie d'Etat. Au nom des mêmes principes du tout ou rien, les seconds ont commencé par se débarrasser de la monarchie comme d'un masque inutile avant de mobiliser autour de leurs propres privilèges le petit peuple tutsi aussi exploité que l'« autre ». Le tribalisme n'est là qu'un chiffon rouge agité devant une masse odieusement manipulée. Hutu et Tutsi, hochets conceptuels de pseudo-ethnologues, se sont transformés en mots-armes qui tuent, même à grande distance. Albert Camus notait que « les idées fausses finissent toujours dans le sang, mais il s'agit du sang des autres ».

A.V.  
(1) Le Ruanda-Urundi, un étrange royaume féodal, p. 27-28.